

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 2228

28 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale contenant des dispositions particulières relatives au budget et à la comptabilité du Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, notamment l'article 27, modifiée par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1989 octroyant une dotation de fonctionnement et d'investissement au Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mars 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois des 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les comptes des années antérieures doivent pouvoir être établis et qu'il y a lieu d'arrêter les bases administratives et budgétaires de l'exécution du budget 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1er. Le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise est autorisé à constituer un fonds de réserve destiné à l'informatisation des services de l'Exécutif.

Sur proposition du Ministre qui a les finances et le budget dans ses attributions, l'Exécutif détermine chaque année le montant maximum des soldes de l'exercice considéré qui peuvent être versés au fonds de réserve.

Art. 2. Le fonds de réserve fera l'objet d'une inscription particulière au budget ainsi qu'aux comptes du Centre.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 4. Le Ministre-Président et le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 1991.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

F. 91 — 2229

27 JUIN 1991. — Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, IX, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 juillet 1989;

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 91 — 2228

28 MAART 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende nadere regelen betreffende de begroting en de comptabiliteit van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, inzonderheid op artikel 27, gewijzigd door de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1989 tot toekenning van een werkings- en investeringstoelage aan het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 12 maart 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de rekeningen over voorgaande jaren moeten kunnen worden opgesteld en de administratieve en budgettaire grondslagen moeten worden gelegd voor de uitvoering van de begroting 1991;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en van de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest wordt gemachtigd een reservefonds aan te leggen bestemd voor de informatisering van de diensten van de Executieve.

Op voorstel van de Minister bevoegd voor Financiën en Begroting, bepaalt de Executieve elk jaar tot welk bedrag de saldi van het dienstjaar door het Centrum mogen worden toegewezen aan het reservefonds.

Art. 2. Het reservefonds maakt het voorwerp uit van een afzonderlijke inschrijving in de begroting en de rekeningen van het Centrum.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 4. De Minister-Voorzitter en de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 1991.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

N. 91 — 2229

27 JUNI 1991. — Besluit houdende machtiging voor de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten ter vergroting van de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 juli 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1991 contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, notamment l'article 4, 1°;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, donné le 14 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 27 juin 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant qu'il y a lieu d'accroître la capacité de l'Office régional bruxellois de l'emploi d'organiser le marché de l'emploi et d'en déterminer la politique de gestion, de promouvoir et d'organiser le recrutement et le placement des travailleurs et d'avoir, à cette fin, une connaissance précise des offres et des demandes d'emploi;

Considérant qu'il y a lieu de développer les initiatives locales de guidance et de recherche active d'emploi menées en faveur des demandeurs d'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'état du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale requiert que le présent arrêté qui met en œuvre et articule ces deux objectifs soit pris sans retard;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. L'Office régional bruxellois de l'emploi, ci-après dénommé l'Office, est autorisé à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail.

Art. 3. Les conventions de partenariat doivent poursuivre un double objet :

d'une part, favoriser l'inscription systématique des publics accueillis par les partenaires de l'Office comme demandeurs d'emploi auprès de ce dernier;

d'autre part, accroître les chances des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Office de trouver ou de retrouver du travail au travers, notamment, d'actions de guidance et de recherche active d'emploi.

Art. 4. Les conventions de partenariat ne peuvent être conclues qu'avec un ou plusieurs des partenaires suivants :

les institutions de droit privé, dotées de la personnalité juridique et ne poursuivant pas de but lucratif qui sont établies dans la Région de Bruxelles-Capitale;

les centres publics d'aide sociale.

Art. 5. Les conventions de partenariat sont conclues sur proposition du comité de gestion de l'Office et sont approuvées par l'Exécutif.

Elles sont conclues pour une durée maximale d'un an. Elles peuvent être prorogées une ou plusieurs fois, pour leur durée initiale ou pour une durée moindre, aux mêmes conditions.

Art. 6. Les conventions de partenariat peuvent prévoir l'octroi d'une subvention aux partenaires de l'Office à charge du budget de ce dernier et dans les limites des crédits prévus à cet effet.

Elles contiennent une clause selon laquelle les partenaires s'engagent à faire de l'inscription préalable comme demandeur d'emploi auprès de l'Office une condition de participation à l'action ou aux actions qu'ils mettent en œuvre au moyen de la subvention et à communiquer à l'Office les offres d'emploi dont ils ont connaissance.

Pour le calcul de la subvention il peut être tenu compte de la totalité des frais effectivement supportés par les partenaires pour la réalisation des actions.

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de ordonnantie van 10 januari 1991 tot vaststelling van de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het gunstig advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 14 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 27 juni 1991;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat de capaciteit van de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling verhoogd dient te worden om de arbeidsmarkt te organiseren en het beheerbeleid ervan te bepalen, om de aanwerving en de bemiddeling van de werknemers te bevorderen en te organiseren en om daartoe precies op de hoogte te zijn van vraag en aanbod op het vlak van de tewerkstelling;

Overwegende dat de plaatselijke initiatieven inzake begeleiding en actief werkzoeken ontwikkeld dienen te worden ten behoeve van de werkzoekenden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de huidige toestand op de arbeidsmarkt in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vereist dat dit besluit, waarbij deze twee doelstellingen nagestreefd en op elkaar afgestemd worden, onverwijld uitgevaardigd wordt;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. Door dit besluit wordt er een aangelegenheid geregeld bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. De Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling hierna de Dienst genoemd, wordt ertoe gemachtigd partnershipovereenkomsten te sluiten teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten.

Art. 3. De partnershipovereenkomsten dienen twee doelstellingen na te streven :

enerzijds de systematische inschrijving bevorderen van de groepen opgevangen door de partners van de dienst, als werkzoekenden bij laatstgenoemde;

anderzijds de kansen van de bij de Dienst ingeschreven werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten onder andere via acties inzake begeleiding en actief werk zoeken.

Art. 4. De partnershipovereenkomsten kunnen slechts gesloten worden met één of verschillende van volgende partners :

de privaatrechtelijke rechtspersonen zonder winstoogmerk die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn;

de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 5. De partnershipovereenkomsten werden gesloten op de voordracht van het beheerscomité van de Dienst en worden door de Executieve goedgekeurd.

Hun duur mag één jaar niet overschrijden. Ze kunnen één of meerdere keren verlengd worden met een duur die gelijk is aan hun oorspronkelijke duur of minder, onder dezelfde voorwaarden.

Art. 6. De partnershipovereenkomsten kunnen voorzien in de toekenning van een toelage aan de partners van de Dienst, ten laste van zijn begroting en binnen de perken van de daartoe voorziene kredieten.

Ze bevatten een clause waarbij de partners er zich toe verbinden van de voorafgaande inschrijving als werkzoekende bij de Dienst een voorwaarde te maken om deel te kunnen nemen aan de aktie of de akties die ze met de toelage uitvoeren, enerzijds en de werkaanbiedingen waarvan ze kennis hebben mede te delen aan de Dienst, anderzijds.

Voor de berekening van de toelage kan rekening worden gehouden met het totaal van de kosten die voor de realisatie van de akties werkelijk door de partners worden gedragen.

Art. 7. Les conventions de partenariat précisent au minimum :

- 1° la durée de la convention;
- 2° l'action ou les actions mises à charge du ou des partenaires;
- 3° l'action ou les actions mises à charge de l'Office;
- 4° les modes de collaboration entre l'Office et ses partenaires;

5° le ou les types et le nombre de demandeurs d'emploi visés par la ou les actions;

6° les objectifs assignés à l'action ou aux actions;

7° les modalités d'évaluation de la ou des actions;

8° le cas échéant, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation de la subvention octroyée au(x) partenaire(s), ainsi que les modalités selon lesquelles cette dernière est récupérée par l'Office en cas de non respect des conditions mises à son octroi.

Art. 8. L'Office assure la mise en œuvre des conventions de partenariat, ainsi que le contrôle et le suivi des actions subventionnées.

Il adresse annuellement au Ministre ou au Secrétaire d'Etat, qui a l'Emploi dans ses attributions, un rapport sur cette mise en œuvre.

Art. 9. L'Exécutif charge le Ministre ou le Secrétaire d'Etat, qui a l'Emploi dans ses attributions, d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
chargé de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Art. 7. De partnershipovereenkomsten bepalen minstens :

- 1° de duur van de overeenkomst;
- 2° de aktie of de akties ten laste van de partner(s);
- 3° de aktie(s) ten laste van de Dienst;
- 4° de samenwerkingsmodaliteiten tussen de Dienst en zijn partners;

5° de soort(en) en het aantal werkzoekenden die door de aktie(s) beoogd worden;

6° de doelstellingen van de aktie(s);

7° de evaluatiemodaliteiten van de aktie(s);

8° in voorkomend geval, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de vereffeningmodaliteiten van de toelage toegekend aan de partner(s), evenals de modaliteiten volgens welke deze door de Dienst gerecupereerd wordt bij het niet-aaleven van de toekenningsvoorwaarden.

Art. 8. De Dienst staat in voor de uitvoering van de partnershipovereenkomsten, de controle op en de opvolging van de gesubsidieerde akties.

De Dienst brengt jaarlijks verslag uit over deze uitvoering bij de Minister of Staatssecretaris bevoegd voor Tewerkstelling.

Art. 9. De Executieve belast de Minister of Staatssecretaris, bevoegd voor Tewerkstelling, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 1991.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,
Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

F. 91 — 2230

27 JUIN 1991. — Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, IX, modifié par les lois spéciales des 3 août 1988 et 6 juillet 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1991 contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, notamment l'article 4, 1°;

Vu l'avis favorable du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, donné le 14 juin 1991;

Vu l'avis du Comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle, donné le 11 juin 1991.

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 27 juin 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que le Comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle a pour mission de proposer et d'accompagner la mise en œuvre des plans et des programmes régionaux d'insertion socio-professionnelle et d'entendre dans ce cadre les propositions de la Délégation régionale bruxelloise à l'insertion socio-professionnelle;

N. 91 — 2230

27 JUNI 1991. — Besluit houdende machtiging voor de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 juli 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de ordonnantie van 10 januari 1991 tot vaststelling van de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het gunstig advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 14 juni 1991;

Gelet op het advies van het Brusselse gewestelijk comité voor socio-professionele inschakeling, gegeven op 11 juni 1991.

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 juni 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat het Brusselse gewestelijke comité voor socio-professionele inschakeling als opdracht heeft de uitvoering van de gewestelijke plannen en programma's voor socio-professionele inschakeling voor te dragen en te begeleiden en in dit verband de voorstellen van de Brusselse gewestelijke afvaardiging voor socio-professionele inschakeling te horen;